Numéro spécial : législatives 2024.

Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

MERCREDI 3 JUILLET 2024 - N°1281 ter – 54e ANNÉE – 2,00 € - BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE DIRECTEUR POLITIQUE : BERTRAND RENOUVIN

Deuxième tour des législatives

DÉCLARATION DU COMITÉ DIRECTEUR DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE

La forte participation au scrutin du 30 juin est venue infirmer la thèse d'une dépolitisation croissante du peuple français, dans une société archipelisée. Lorsqu'il y a un enjeu politique majeur, les citoyens se mobilisent selon des affinités qui continuent de s'inscrire dans le clivage entre la droite et la gauche. Provoquée par le comportement d'Emmanuel Macron, la dislocation du parti-entreprise qu'il avait formé marque l'échec du groupe central, clairement oligarchique, qui était censé permettre le renouveau de la vie politique nationale.

Les choix du premier tour ne se sont pas faits sur des programmes mais sur des imaginaires, d'ailleurs moins riches que ceux que les partis politiques déployaient au siècle dernier, et sur de forts mouvements de rejet. Ce constat n'est pas réprobateur mais la question des projets politiques qui pourraient être mis en œuvre après le 7 juillet reste entière. Dans leur grande majorité, les électeurs ont exprimé un fort désir de changement d'équipes et de perspectives, auquel le Rassemblement national et le Nouveau Front populaire ne peuvent répondre que de manière très superficielle, par le recours aux techniques de la communication.

L'image de Jordan Bardella est un atout provisoire, comme celle de Gabriel Attal il y a quelques mois, mais celui qui pourrait être Premier ministre a d'ores et déjà soumis son programme économique et social au bon vouloir du patronat. Les propositions sociales de la gauche sont parfois appréciables, mais d'une confondante médiocrité au regard de l'œuvre du Front populaire et, surtout, de la révolution économique et sociale accomplie à la Libération par le gouvernement du général de Gaulle.

Nous avons déjà dit et nous devons répéter que le Rassemblement national et le Nouveau Front populaire s'abusent et nous abusent lorsqu'ils font délibérément l'impasse sur le système de contraintes normatives constitué par la Banque centrale européenne et la Commission européenne. Ce système de contraintes n'a été ni expliqué ni évoqué et encore moins dénoncé pendant la campagne pour les élections au Parlement de Strasbourg. Il n'a pas été mis en débat pendant la campagne des législatives alors que la « monnaie unique », le libre-échange et la libre circulation des capitaux sont les causes directes de la désindustrialisation, des bas salaires, de l'endettement public, du déficit de notre commerce extérieur, et de la menace que la spéculation internationale fait peser sur la France.

L'hypocrisie des états-majors partisans, qui « découvriront » les normes bruxelloises et les marchés financiers le 8 juillet et qui ont déjà accepté la tutelle américaine, conduit à une double impasse.

S'il obtient la majorité absolue à l'Assemblée nationale, le Rassemblement national sera immédiatement conduit à parachever sa capitulation économique et sociale et à confirmer sa volonté d'abandonner tout souci écologique. Il cherchera à compenser cette capitulation par la mise en œuvre de son programme xénophobe, mais la suppression du droit du sol et la « *préférence nationale* » provoqueront des injustices, des désordres et des violences qui viendront aggraver la situation générale de notre pays.

Si les formations de droite et de gauche hostiles au Rassemblement national parviennent à s'entendre en écartant la France insoumise pour soutenir un gouvernement de coalition, l'idéologie et les allégeances oligarchiques continueront de provoquer des souffrances et des colères qui permettront la victoire de Marine Le Pen et de son parti en 2027.

Le rejet des orientations présentées par les dirigeants du Rassemblement national et du Nouveau Front populaire, le refus de la xénophobie de l'extrême droite et du racialisme de la gauche dite « *radicale* » ne nous conduisent pas à préconiser l'abstention. Partout où l'occasion se présente, nous pouvons choisir des personnalités de la droite étrangère au nationalisme identitaire ou de la gauche soucieuse de justice sociale, conscientes de l'impérieuse nécessité d'une remise en cause des diktats bruxellois. Il s'agit de discerner, au-delà des engagements partisans, les citoyennes et les citoyens qui pourraient participer, dans les années qui viennent, à la reconstruction de la France selon les principes qu'elle a forgés au cours de son histoire.

Les impasses que nous avons désignées ne condamnent pas notre pays à une alternance désespérée entre l'oligarchie et le populisme. Les principaux éléments d'un programme national de reconstruction ont déjà été exposés et sont largement débattus hors des grands médias. Il reste à trouver les citoyennes et les citoyens qui sauront le présenter au peuple français. ■

LE COMITE DIRECTEUR DE LA NAR.

La Nation française

Des débats strictement délimités

Depuis 2017, les partis dits extrémistes ont multiplié les signes d'allégeance à l'ordre économique établi.

En campagne sur les réseaux sociaux, Emmanuel Macron a agité le 24 juin la menace d'une « guerre civile » qui serait provoquée par la victoire du Rassemblement national ou de La France insoumise, accusés l'un et l'autre de cultiver les thèmes identitaires.

D'un cynisme tranquille, la manœuvre consistait à reporter sur les électeurs d'extrême droite et d'extrême gauche la responsabilité de violences dont le supposé président cherchait à s'exonérer. Comme si les Français pouvaient oublier que l'auteur d'une dissolution catastrophique ne cessait, par ses polémiques, d'attiser les conflits.

Le discrédit d'Emmanuel Macron est tel que son évocation de la guerre civile n'a pas déclenché le débat paniqué qu'il espérait mais au contraire la réprobation générale de ce qui a été pris pour une grave inconvenance. Seul Éric Zemmour, lui aussi dévalué, a repris le message macronien pour appeler à la mobilisation contre le « peuple islamo-gauchiste » - sans rencontrer le moindre écho.

Les polémiques virulentes qui ont marqué la campagne du premier tour ont masqué l'itinéraire parallèle de La France insoumise et du Rassemblement national : abandonner toute idée de sortie de l'Union européenne et renoncer à toute mise en cause de l'euro. En guise de compensation, le Rassemblement national a discrètement cultivé sa vieille thématique identitaire tandis que La France insoumise se mettait à exploiter la veine communautariste en pactisant avec la mouvance racialiste. D'où les polémiques sur la double nationalité, lancées par Jordan Bardella et prestement enterrées par Marine Le Pen à l'avant-veille du premier tour. D'où les propos de Jean-Luc Mélenchon affirmant qu'« *on a bien le droit de rigoler* » d'une affiche affirmant que le meurtre d'un policier prive le RN d'une voix.

Ces « dérapages » font partie des scandales autorisés depuis quarante ans par les médias qui gagnent à tous les mauvais coups : par l'écho qu'ils donnent aux « petites phrases », par les condamnations morales qu'ils prononcent et par les rentrées publicitaires assurées par le spectacle de l'outrance »et de sa réprobation.

Les « dérapages » sont acceptés et souvent encouragés parce qu'ils restent dans le domaine de la communication. L'expression des idées critiques sur le néolibéralisme et sur l'Union européenne font au contraire l'objet d'un contrôle strict. Les médias acceptent les propos hétérodoxes à dose homéopathique mais les économistes qui expriment des critiques méthodiques de l'oligarchie européenne et de l'euro ne sont plus invités. Le débat sur les programmes s'en trouve complètement faussé puisque les décisions de la Banque centrale européenne et les normes fixées par la Commission sont considérées comme indiscutables.

Nous sommes et nous resterons après le 7 juillet dans un système de vérités officielles qui limite le débat démocratique au point de l'étouffer. ■

SYLVIE FERNOY.

Les Chemins du monde

Diplomatie partagée

Partagée à Bruxelles, partagée à Berlin, partagée à Paris, partagée à l'OTAN, la diplomatie, relevant hier du « domaine réservé », est passée en mode hybride.

Le consensus en politique étrangère est de plus en plus de mise en Europe, le plus souvent un consensus mou autour du plus petit commun dénominateur. L'affaiblissement de la diplomatie française n'est pas lié en soi à une cohabitation ni à un retour du nationalisme comme le suggère une pétition de diplomates et anciens diplomates anonymes, mais à la pratique suivie par le président Macron et au sabordage de l'outil dont ils se prévalent et qui n'est plus.

Le président sous la V^{e} République dispose des moyens institutionnels pour exercer les fonctions régaliennes. Mais, au fond des choses, le jeu diplomatique dépend d'un rapport de forces international. Si, sans lien apparent, la dissolution a suivi les élections européennes, c'est, comme l'avait indiqué Emmanuel Macron, que son engagement européen est pour lui au cœur de sa fonction telle qu'il la conçoit : une présidence européenne.

Au Parlement européen, Valérie Hayer a réussi de justesse à conserver la présidence du groupe Renew, mais celui-ci est rétrogradé en quatrième position avec 74 membres (contre 103), dépassé par le groupe des conservateurs (ECR) avec 83. La coalition sortante entre sociaux-démocrates, libéraux et démocrates-chrétiens a été reconduite mais avec une majorité réduite à 38 sièges (399 sur 720). La présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, n'est pas à l'abri de défections, certaines délégations nationales, dont le LR français, ayant annoncé qu'elles ne voteraient pas pour elle. Macron espère obtenir la reconduction d'une grande vice-présidence française comme celle occupée par Thierry Breton, devenu un ardent opposant à celle-ci. Il reste qu'au Parlement comme à la Commission, c'est en tant que libéral européen qu'E. Macron a encore son mot à dire plutôt que comme représentant de la France. Les choix aux postes dirigeants de l'Union ont ainsi fait l'objet d'une présélection entre les trois groupes plus qu'entre pays membres : à raison de deux par groupe, les centristes n'étant plus au pouvoir que dans trois pays, c'est l'ex-Premier ministre, battu et sortant, d'un quatrième, les Pays-Bas, Mark Rutte, désigné comme nouveau secrétaire général de l'OTAN, qui y a participé, sans aucun titre ! Pour les sociaux-démocrates, l'Allemand Scholz dont la coalition n'a plus qu'un an à vivre, et l'Espagnol Sánchez toujours sur le fil ; pour les démocrates-chrétiens, le Polonais Tusk et le Grec Mitsotakis, alors que le PPE est au pouvoir dans douze États de l'Union et que leur poids lourd au Parlement est la CDU allemande.

Deux grands absents de cette distribution des rôles : les Verts alors que l'une de leurs chefs de file, Annalena Baerbock, est ministre allemande des Affaires étrangères et que le chancelier Scholz doit tout partager avec ses partenaires de coalition ; les Conservateurs d'ECR dirigés par la Première ministre italienne Giorgia Meloni, dépitée de ne pas avoir été admise au partage, se réservant d'avancer ses pions au sein du Conseil européen et du Parlement, en attendant…Trump dans six mois, le temps de la présidence tournante hongroise de Viktor Orbán. ■

DOMINIQUE DECHERF.

Royaliste

Directeur politique : B. Renouvin
Directeur de la publication : Y. Aumont

Rédaction-administration
Bloc C – B.A.L 13
36-38, rue Sibuet, 75012 Paris
Téléphone : 06 43 11 36 90
lejournal@nouvelle-action-royaliste.fr
ISSN 0151-5772

Publié par la NAR
Siret : 897 894 127 00017

Édité par la Spfc-Acip
Siret : 418 382 149 00015

Dépôt légal à publication
CPPAP n°0425 D 84